

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Parking public Nouveau St-Roch Servitude Ville - SNCF garantissant la pérennité des fonctionnalités répondant aux besoins des voyageurs de la gare ferroviaire Montpellier St- Roch

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'Aménagement de l'espace métropolitain détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors du conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Par délibération du 24 juillet 2008, ont été approuvés le dossier de création de la ZAC, ainsi qu'un protocole d'accord pour l'acquisition des terrains de la ZAC, liant la SNCF, RFF et la Ville.

Par ailleurs, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence et par délibération du 4 mai 2009 le conseil municipal a approuvé les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Equiperment de la Région Montpellicaine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et a arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC.

Parallèlement, un protocole relatif aux principes de financement et de réalisation du projet de PEM Saint-Roch liant la Ville, l'Agglomération, la Région, l'Etat, la SNCF et RFF, a été approuvé par délibération du 14 décembre 2009. La convention de financement des travaux d'extension et de modernisation de la gare St-Roch a été approuvée par délibération du 9 mai 2011. Cet équipement modernisé a été inaugurée le 2 décembre 2014.

Ces différents projets approuvés, et pour partie réalisés, mènent à la suppression des capacités de stationnements sur les emprises de la SNCF : d'une part du fait de l'extension de la gare sur l'ancien parking « courte durée » et d'autre part du fait de la vente progressive du foncier RFF et SNCF à la SERM pour la réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Les protocoles et conventions sus mentionnés actent l'objectif commun de réalisation d'un véritable pôle d'échanges multimodal, comprenant, outre l'extension et la modernisation de la gare, la réalisation d'un parking public dont l'organisation devra répondre aux besoins spécifiques du centre-ville, des commerces, des services et des résidents du quartier, ainsi qu'aux utilisateurs de la gare Saint-Roch.

Aussi, la SNCF, la Ville et les partenaires ont convenus de la nécessité que le parking réponde de manière pérenne au besoin des usagers de la gare Saint-Roch quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Conformément au protocole d'accord foncier de 2008 et au traité de concession de 2009, qui prévoyait la possibilité pour la Ville de confier à la SERM la réalisation d'un parking, la Ville et la SNCF sont convenues de la réalisation du parking public par la Ville. Cette mission a été concédée à la SERM dans le cadre de la ZAC Nouveau Saint-Roch. En ce sens, un parking de 800 places a été intégré au programme des équipements publics par délibération du conseil municipal du 23 juillet 2012.

En contrepartie, la SNCF a souhaité avoir l'assurance que les fonctionnalités spécifiques répondant aux besoins des voyageurs soient garanties de manière pérenne.

Aussi, comme le permet l'article L.2122-4 du code général de la propriété des personnes publiques, il est convenu entre les parties de la création d'une servitude, au bénéfice de la SNCF, grevant le parking public dans la mesure où cette dernière est compatible avec l'affectation globale de l'équipement. Le parking étant un bien de retour de la ZAC à la Ville de Montpellier, cela suppose que la Ville approuve formellement les termes de la servitude selon le projet joint à la présente délibération.

Celle-ci consiste à s'engager sur la mise en œuvre d'un espace de stationnement visant une facilité d'accès au parking pour permettre la dépose par véhicule des voyageurs à la gare (quart d'heure gratuit, tarification adaptée). Cet objectif est en tout état de cause tout à fait conforme aux attentes de la Ville pour le bon fonctionnement de ce parc de stationnement. Afin de s'adapter à l'évolution constatée des usages dans le temps, notamment en fonction de l'évolution de la desserte par TGV, une clause permettra de modifier, en concertation avec la SNCF, le dispositif prévu dans cette servitude.

L'ouvrage concerné, conçu par l'agence d'architecture Archikubik, se situe en bordure des voies ferrées, à proximité du pont de Sète et de la gare. Il est en cours de réalisation par l'aménageur en vue d'une ouverture avant mi 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2015 en application du décret 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

La Commune intervient donc à la convention de servitude objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de servitude entre la Ville de Montpellier et la SNCF annexée à la délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015